

Politis n° 33 14-20 octobre 1988

BEN BELLA C'EST UNE REVOLUTION

Interroger Ben Bella n'est pas faire un pari sur son avenir politique. D'ailleurs, bien malin qui pourrait prédire ce sur quoi débouchera la crise algérienne. Celui qui fut un des 9 chefs historiques qui appelèrent à l'insurrection le 18 novembre 1954, qui devint le premier président de la République algérienne, qui fut renversé par un coup d'Etat militaire, dirigé par Boumedienne en 65, qui, après seize ans de prison dans son pays, vit depuis sept ans en exil et reste avec Aït Ahmed, autre leader historique, la grande voix de l'opposition au régime, n'est en tout cas pas hors jeu. Et quel que soit son destin personnel, il est, à soixante-dix ans, un homme de stature exceptionnelle, armé d'une vraie culture, d'une vraie réflexion qui déborde d'ailleurs largement le cadre de l'Algérie. C'est un des derniers grands leaders tiermondistes dont l'analyse mérite, nous semble-t-il, d'être écoutée.

□ POLITIS : Quelle est, d'abord, votre analyse de cette explosion qui se produit en Algérie ? Comment en mesurez-vous l'ampleur, quelle vous en paraît l'issue possible ?

BEN BELLA : Permettez-moi d'abord de situer ces événements dans une perspective plus large. Il me semble que nous vivons une période de fracture historique sur le plan mondial, dont l'Algérie est un signe, parmi beaucoup d'autres : en Palestine, l'Intifada, la révolte des pierres, est en train de gagner, dans l'ordre de la conscience, du sens. Elle a déjà fait plus, beaucoup plus, pour la validité de la cause palestinienne que tous les chefs d'Etats arabes, les pétrodollars et même l'OLP. Au Chili, le peuple est en train de se débarrasser de Pinochet. En URSS même, Gorbatchev, avec beaucoup plus de moyens que n'en avait Khrouchtchev, a entrepris d'oxygéner le système. Partout, à Alger comme à Seoul, chez les étudiants chinois comme à Seveso ou chez les Amérindiens — ceux qu'on appelle les Peaux-Rouges —, nous vivons les mêmes processus : des peuples se prennent en compte, affirment leur dignité. C'est partout l'affirmation du passage obligatoire, au-delà des idéologies, par l'homme, l'intégrité de l'homme, et donc le respect des libertés publiques. C'est la reconnaissance, la conscience que l'idée même des régimes forts est une perversion, que, sans ce passage obligé par l'homme, rien ne vaut : ni libéralisme, ni marxisme, ni islamisme, aucun système de pensée et de gouvernement. Voilà ce qui se passe en Algérie : bien autre chose qu'une simple révolte, une « guerre de la semoule », comme on a dit. Un peuple qui se prend en compte, qui se lève et qui dit : « ça suffit. »

• Qu'est-ce qui suffit ? Et que veulent les Algériens ?

Ce qui suffit, c'est l'absence totale de démocratie, c'est le système du parti unique, c'est la corruption, l'enrichissement scandaleux d'une caste — et c'est la pénurie aussi, bien sûr, le manque des biens élémentaires, « la semoule ». Mais encore une fois, la semoule, c'est le détonateur, et même si le régime parvient à résoudre ce problème d'approvisionnement, le mouvement continuera. Qu'on ne s'y trompe pas : ça ne s'arrêtera pas. L'Algérie ne vit pas une émeute, mais bien une révolution. Une émeute n'est pas conscientisée, une révolution l'est, elle a des objectifs politiques, elle est endossée par tout un peuple. Et ces objectifs sont : la démocratie, le pluralisme, l'Etat de droit. Voilà le fond du mouvement : les gens ont réalisé que pour avoir la semoule — c'est-à-dire des conditions de vie décentes —, il faut en passer par la démocratie. Voyez ce qui se passe : partout, à Alger, Blida, Oran, Sétif, en Kabylie, dans la Mitidja — c'est toute l'Algérie qui s'enflamme —, les manifestants s'en prennent aux symboles du pouvoir, brûlent les sièges du Parti, mettent à sac les commissariats. Ils s'attaquent aussi aux banques et aux boutiques, mais pas n'importe quelles boutiques : les grands magasins, les grands hôtels, les entreprises des profiteurs de ce régime corrompu. Ce sont les grosses voitures qui sont renversées, brûlées — pas les petites Lada. Le peuple sait contre qui il se bat et s'attaque aux symboles du Pouvoir et de l'Argent. Face à cette levée en masse, le régime n'a qu'une réponse, l'armée.

D'après vos informations, quelle est l'ampleur de la répression ?

Considérable. Je peux affirmer que, déjà, le chiffre de deux cents morts est largement dépassé, que l'armée algérienne a déjà tué plus, en quelques jours, que l'armée israélienne en plusieurs mois dans les territoires occupés. Et ce massacre qui se déroule rend les choses irréversibles, c'est une cassure irrémédiable dans notre histoire, un consensus qui est brisé. Jusqu'alors, le régime était autoritaire, injuste, brutal parfois, mais il gardait une mesure. L'Algérie n'était pas l'Irak ou la Syrie. L'armée ne tirait pas sur les gens, on n'arrêtait jamais les femmes, par exemple, on n'inquiétait pas les familles des militants : mes propres sœurs, par exemple, jusqu'à présent, n'ont jamais été inquiétées. Pour la première fois, on utilise les chars, on fait tirer la troupe, on voit apparaître des milices en civil comparables aux Tontons Macoutes ou aux Escadrons de la mort de l'Amérique latine. C'est d'une gravité extrême. Notre pays est né dans le sang, le sacrifice de centaines de milliers d'hommes. Ces sacrifices étaient consentis pour forger une société égalitaire, solidaire. L'Algérie est devenue ce que nous savons, les consensus ont été rompus. La politique d'ouverture au libéralisme pratiquée par Chadli — ce qu'on appelle « l'Infitah » — a été vécue comme un parjure, un reniement.

Mais ce sont surtout des jeunes qui se révoltent Pensez-vous vraiment que la guerre d'Indépendance soit encore une référence pour eux ?

Oui, je le pense, même si ça ne paraît pas évident d'emblée. Je crois que les jeunes Algériens ont gardé la mémoire de cette guerre, de ces sacrifices, de cette société que voulaient créer leurs pères. Et aujourd'hui, ils sont nombreux à se poser cette question : « Nos pères sont morts pour quoi ? » Ce sont ces jeunes qui sont descendus les premiers dans la rue : des adolescents, des lycéens, pour qui l'avenir apparaît bouché. Beaucoup d'entre eux ont quatorze, quinze ans —comme en Palestine, comme à Soweto, comme au Nicaragua... Je crois que nous assistons à une sorte de mutation biologique, en même temps qu'à une maturation psychologique, et que cette jeunesse du Tiers-Monde devient la nouvelle «classe historique», porteuse d'avenir : les ouvriers ne remplissent plus cette fonction, les jeunes ont pris la tête du mouvement, eux n'ont rien à perdre. Et même confusément, ce qu'ils exigent, c'est une autre vie, un système où l'on puisse faire don de soi, où l'on puisse donner un sens à son existence. Infiniment plus, encore une fois, que l'exigence de semoule...

Mais qui est derrière ces jeunes? Qui orchestre, qui encadre ? On parle beaucoup des intégristes, des Frères musulmans.

Ne cherchez pas de chef d'orchestre. Ni Ben Bella, ni les islamistes, ni le PC algérien. Même si ces mouvements existent, s'ils travaillent en profondeur depuis des années. Notre mouvement, le MDA, est présent en Algérie, dans les facultés, dans les usines. Nous développons des analyses, nous faisons circuler du matériel : des cassettes, des tracts, des journaux. Mais nous ne revendiquons pas la paternité d'un tel mouvement, et personne ne peut la revendiquer : disons que nous sommes sans doute mieux placés que d'autres pour en mesurer la portée, que nous l'avions vu venir. Les signes avant-coureurs datent déjà de plusieurs années : souvenez-vous des révoltes de Constantine, de Sétif, d'Oran il y a trois ans. De Mostaganem, de Louanza, Tebessa, des Aurès : à chaque fois, il y a eu des morts. Récemment, c'était la grève de Rueba, dans la plus grande usine du pays. Alors, bien sûr, il arrive qu'on scande mon nom, qu'on crie « Ben Bella » à la face du régime, pour le faire enrager, peut-être parce qu'on n'a pas mieux....

Et Ben Bella pourrait avoir un avenir politique, il pourrait revenir en Algérie ?

J'ai soixante-dix ans. Je n'aspire pas à revenir au pouvoir. Il faut des jeunes, et ils existent. Ce pays a une élite, des ingénieurs, des avocats, des universitaires, des hommes de talent. C'est à eux de prendre en charge l'avenir de l'Algérie. Bien sûr, je ne refuserais pas d'être utile : j'ai une longue expérience, une vie nourrie de réflexions, de lectures, de contacts

internationaux. Je n'ai jamais cessé de travailler, de chercher. Je pense que tout cela pourrait être utile.

Que pensez-vous de la proposition d'Aït Ahmed, celle d'un gouvernement d'union nationale ?

C'est peut-être la solution, pour une période transitoire. Le pouvoir ne peut plus être entre les mains d'un parti unique. Il faut organiser des Etats généraux qui jettent les bases d'un nouveau système pluraliste, diversifié.

Les islamistes auraient-ils leur place dans ce gouvernement d'union ?

Oui, à condition qu'ils acceptent le pluralisme, qu'ils acceptent l'autre. C'est d'ailleurs dans la vocation de l'islam, qui est une vision de la vie, pas un système politique. Le Prophète n'a pas codifié un système, il a laissé au génie des hommes le soin d'appliquer sa vision. C'est en cela que l'islam chiïte, le régime iranien, ont dérapé. Ils ont érigé le dogme de l'impeccabilité, de l'infaillibilité du Prophète, qui est une absurdité ! Il y a des dizaines d'exemples dans la vie du Prophète qui prouvent qu'il se trompait. Ce n'est pas la vocation des mosquées de diriger la vie publique. Je suis pour retrouver les sources de notre civilisation, de notre culture islamique : cette idée que le salut est collectif, que le progrès est collectif, cette opposition fondamentale à l'injustice, à l'esprit de compétition individuel, tout ce qui constitue le moteur du modèle de développement occidental, avec lequel il est urgent de rompre. Il faut renouer avec l'islam, en lui inventant sa modernité. L'Algérie est un pays fantastique, un pays fertile, riche, où poussent les oranges et le blé, et les amandiers, et les tomates, les pommes de terre...

Pourquoi manque-t-on de tout ?

On a cassé l'outil agricole, joué l'avenir du pays sur le pétrole et l'industrie lourde. Il est urgent de rompre avec ce modèle de développement, rompre avec la société de consommation à l'occidentale, redéfinir les besoins d'une société moins boulimique et plus solidaire. C'est une urgence pour l'Algérie, c'est une urgence pour toute l'Afrique, tout le Tiers-Monde qui roule vers l'abîme.

Entretien avec JEAN-PAUL BESSET et BERNARD LANGLOIS